Intersyndicale de la DGCCRF, Solidaires, CFDT, CGT et FO

Fédérations des Finances CGT, SOLIDAIRES, FO, CFDT

Paris le 12 septembre 2012

Monsieur,

L'annonce récente de la mise en place d'expérimentations dans deux régions, l'une prévoyant la mutualisation des effectifs des DDI et des préfectures consacrés aux fonctions supports, l'autre le regroupement sur un programme unique de tous les emplois DDI et préfecture est en contradiction avec l'arrêt de la RGPP, objectif affiché par le Président de la République.

De plus, la méthode employée ne tient pas compte de l'audit en cours par les inspections générales des Finances, de l'Administration et des Affaires Sociales et ne correspond pas, là non plus, aux changements de méthodes promis lors de la prise de fonction du nouveau gouvernement.

Au contraire, les organisations syndicales de la DGCCRF revendiquent :

- L'arrêt immédiat du processus RGPP / Réate et donc de la partition de la DGCCRF entre DIRECCTE - DIECCTE et DD(CS)PP. Il s'agit de sortir la CCRF du dispositif de la Réate.

- La refondation d'une administration nationale publique, ancrée à Bercy, et implantée territorialement, aux niveaux pertinents pour l'exercice des missions qui lui sont dévolues par le législateur.

Ces revendications sont portées par l'ensemble des personnels de la DGCCRF depuis l'annonce même de la mise en place de la Réate.
Aujourd'hui, plus de 60 % des agents ont signé la pétition de défense du service public de protection économique des consommateurs et leurs organisations syndicales se sont adressées au Ministre en charge de la Consommation notamment par le biais de lettres ouvertes.

L'intersyndicale de la DGCCRF, Solidaires, CGT, CFDT et FO se tient à votre disposition afin de discuter de manière plus approfondie de l'avenir de cette administration et du service public qu'elle rend à nos concitoyens.